

Maths au lycée : la création d'une option facultative, une hypothèse...

6-8 minutes

Le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, devrait bientôt indiquer la mesure retenue afin d'améliorer l'offre d'enseignement des mathématiques en lycée général. Trois hypothèses semblent actuellement envisagées : l'ajout d'1h30 de mathématiques dès la rentrée 2022 pour les élèves de 1re ne suivant pas la spécialité mathématiques ; un ajout de maths seulement à partir de 2023 ; ou la mise en place d'une option facultative de maths pour les élèves de 1re en 2022-2023 avant la mise en œuvre d'un système plus pérenne à partir de 2023. Une annonce pourrait avoir lieu en fin de semaine.



Les élèves de première générale vont-ils pouvoir choisir une option facultative de maths à la rentrée prochaine ? MaxPPP

La première mesure de Pap Ndiaye devrait bientôt être annoncée. À son arrivée rue de Grenelle le 20 mai 2022, le nouveau ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse avait un chantier urgent à arbitrer ([lire sur AEF info](#)) : la place des mathématiques en première générale. Lors de sa première rencontre avec les syndicats, la question avait d'ailleurs été abordée ([lire sur AEF info](#)).

Pap Ndiaye hérite en effet de ce sujet lancé en février par Jean-Michel Blanquer lorsque celui-ci a installé un comité sur la place des mathématiques en lycée général afin, notamment, "d'améliorer l'offre d'enseignement de cette discipline" ([lire sur AEF info](#)). Un mois après, le comité rendait ses conclusions en proposant notamment l'ajout d'1h30 de maths à l'enseignement scientifique du tronc commun de première générale dès 2022 ([lire sur AEF info](#)). Le ministère avait plébiscité cette proposition, avec une nuance : cet ajout ne concernerait, en 2022, que les élèves ne suivant pas la spécialité maths, avant de l'élargir à tous à la rentrée 2023 ([lire sur AEF info](#)).

Le ministre avait alors saisi le CSP pour l'élaboration d'un projet de programme de ce nouvel enseignement de mathématiques (cf. encadré), que l'instance a rendu le 13 mai ([lire sur AEF info](#)).

L'option, plus facile à organiser pour la rentrée prochaine ?

Néanmoins, à la suite de ces annonces, des syndicats ([lire sur AEF info](#)), un collectif d'enseignants de disciplines scientifiques ([lire sur AEF info](#)) ainsi que le SNPDEN-Unsa ([lire sur AEF info](#)) ont alerté sur les difficultés à mettre en place ce nouvel enseignement dès la rentrée 2022. Parmi les griefs évoqués : une mesure "bâclée" prise dans "l'urgence" ; des difficultés à trouver le nombre d'enseignants nécessaires, d'autant plus

avec la crise de recrutement de professeurs de mathématiques ([lire sur AEF info](#)) ; une organisation compliquée à mettre en œuvre si tardivement. Plusieurs organisations demandent le report de la mesure à la rentrée 2023, une option évoquée lors de la rencontre entre Pap Ndiaye et les syndicats.

Ainsi, selon les informations recueillies par AEF info, face à ces complications, le ministère réfléchirait désormais à trois hypothèses. Les deux premières sont celles déjà évoquées : ajouter 1h30 de maths au tronc commun pour les élèves ne suivant pas la spécialité en 2022, ou bien ajouter ce nouvel enseignement seulement à partir de 2023 et, dans ce cas-là, possiblement pour l'ensemble des élèves de première. Puis est apparue, ces derniers jours, l'hypothèse de proposer aux élèves de première qui ne suivent pas la spécialité maths uniquement une option facultative de mathématiques pour 2022-2023. Par conséquent, seuls les élèves qui le souhaitent pourraient suivre 1h30 supplémentaire de maths en première à la rentrée 2022.

Cette option, qui jouerait le rôle de compromis entre des heures fixes dans le tronc commun dès 2022 ou seulement à partir de 2023, aurait notamment le mérite de pouvoir plus facilement s'intégrer aux emplois du temps de 2022-2023 qu'une nouvelle ligne dans le tronc commun, d'autant que les établissements bénéficieraient de moyens supplémentaires pour la mettre en place. Aussi, moins d'élèves - et donc moins d'heures - seraient concernés.

Le comité de suivi devrait être reconduit

Dans tous les cas, si l'hypothèse retenue devait engendrer la mise en place d'une mesure dès la rentrée 2022, le ministère devra l'annoncer rapidement. Surtout s'il s'agit de l'option facultative, puisque le choix des élèves de seconde devra être

connu avant la fin de cette année scolaire, qui arrive rapidement. Le SNPDEN pointait déjà dernièrement la question des difficultés en termes d'information aux familles. Une annonce du ministre d'ici la fin de la semaine est possible.

En outre, le comité de suivi de la réforme du lycée GT devrait être reconduit en 2022-2023. Un de ses premiers objectifs pourrait être d'émettre des propositions quant à une organisation pérenne d'un nouvel enseignement de mathématiques, à partir de la rentrée 2023. Parmi les options qui devraient être étudiées, issues notamment du rapport du comité maths : deux heures de mathématiques pour tous les élèves de première, ou encore la création d'une épreuve anticipée de mathématiques en fin de première, à l'image des épreuves de français.

Le programme du CSP "s'oppose à la commande de 'maths pour tous'" (Nathalie Sayac)

Dans une [tribune](#) dans *le Monde* publiée le 31 mai 2022, Nathalie Sayac, professeure des universités, directrice de l'Inspé de Normandie Rouen-Le Havre, qui était membre du comité sur les maths, estime que le "programme élaboré par le CSP pose problème et s'oppose à la commande de 'maths pour tous' émise par le comité. En effet, ce programme est à la fois très dense et très prescriptif, entravant ainsi la liberté pédagogique chère aux enseignants." Le programme serait aussi, selon elle, "peu compatible avec la visée de différenciation préconisée par le comité et indispensable à la réussite de tous les élèves".

Nathalie Sayac estime alors que "ces constats imposent, d'une part, de ne pas valider le programme proposé par le CSP pour la rentrée prochaine et, d'autre part, de prendre le temps de

mener une réflexion nationale, digne de ce nom, sur l'enseignement des mathématiques, en lien avec les programmes du collège et du lycée". Et de demander à Pap Ndiaye de "donner une place aux 'maths pour tous'".